

# Porc. Stéphane Le Foll au chevet des éleveurs



Photo Sophie Paitier

Plusieurs actions coup-de-poing ont été menées dans des grandes surfaces par des agriculteurs, hier.

## Frédérique Le Gall

Le porc est en crise et des actions commandos d'éleveurs se multiplient. C'est dans ce contexte très tendu que le ministre de l'Agriculture Stéphane Le Foll vient cet après-midi à Ploërmel (56) pour assister au congrès de la fédération nationale porcine. Il pourrait annoncer des mesures régulant les promotions à répétition dans la grande distribution.

Une dizaine de jours après sa visite dans le Finistère sur le thème de la volaille, Stéphane Le Foll est de retour en Bretagne pour se pencher cette fois sur la production porcine. Une filière porcine bien mal en point. En perte totale de compétitivité, elle souffre de l'embargo russe et surtout elle se fait doubler par ses concurrents espagnols ou allemands qui approvisionnent les distributeurs et les salaisonniers français en jambon à des prix attractifs. Les éle-

veurs français aimeraient d'ailleurs que les consommateurs en soient informés, c'est pour cela qu'ils militent pour un étiquetage de l'origine des viandes.

### 900 éleveurs dans le rouge

En crise depuis 2007, les éleveurs de porc déclarent avoir atteint un stade critique puisqu'ils vendent leur kilo de cochon largement en dessous de leurs coûts de revient. Le prix est resté longtemps scotché sous 1,30 euro le kilo. Il en faudrait 20 centimes de plus pour que les éleveurs retrouvent l'équilibre. Sur les 3.000 producteurs bretons, 900 seraient dont le rouge dont 300 au bord du dépôt de bilan. Face à cette situation, les éleveurs multiplient les actions. « Ces manifestations expriment un sentiment d'abandon, un ras-le-bol général. Les producteurs sont en mode survie alors que la distribution se fait des bénéfices monstrueux avec la viande porcine », commente Paul Auffray, éleveur costarmoricain et président de la Fédération nationale porcine. Les organisations de producteurs ont fait savoir qu'elles vont demander en priorité au ministre de prendre des mesures d'urgence « pour ne pas ajouter au drame économique des drames humains ». Elles réclament ainsi un accompagnement social pour ceux qui souhaitent quitter le métier, un disposi-

tif national de report des annuités et enfin une simplification des procédures administratives pour les rares éleveurs qui ont encore des projets.

### Un fonds structurel

De son côté, le ministre de l'Agriculture a annoncé qu'il était prêt à limiter les périodes de promotion de la viande de porc si la filière ne parvenait pas à trouver un accord. Un argument qui irrite Guillaume Roué, président d'Inaporc, l'interprofession porcine : « On n'a pas le droit de conclure des accords. On serait vite rattrapé par l'autorité de la concurrence ». Il propose plutôt la mise en place d'un fonds structurel qui serait financé par la distribution à raison de 20 centimes par kilo de porc vendu. Ce fonds viendrait soutenir l'élevage, l'investissement et la promotion de la viande. « Il y a une telle guerre des prix entre les distributeurs que ce fonds serait une indemnité en faveur des éleveurs au titre des dommages de guerre », ajoute le président d'Inaporc. De son côté, l'UDSEA, confédération paysanne du Finistère, attend des engagements du ministre sur la qualité et la différenciation car 10.000 emplois sont en jeu : « Toute mesure de soutien des prix est bonne à prendre mais cela ne suffit pas. Seul un quart de la filière bretonne est compétitive mondialement sur le porc standard ».